



Amélioration de l'Indice de la perception globale de l'environnement des affaires (ITCEQ)

“L'indicateur de perception du climat des affaires a connu une nette amélioration passant de 58,3 points en 2017, à 60,1 points en 2018, après deux années successives de recul, traduisant une meilleure perception des entreprises quant à l'environnement dans lequel elles œuvrent”, c'est ce qui ressort de l'enquête annuelle sur la compétitivité des entreprises 2018, publiée récemment, par l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ).

Cette enquête 2018, prend en considération 12 critères différents. Elle a ciblé 1200 entreprises privées opérant aussi bien dans l'industrie que dans les services et réparties sur tout le territoire tunisien.

Selon les auteurs de l'enquête, “le climat politique, le climat social, ainsi que le financement bancaire se présentent comme les principaux facteurs ayant tiré vers le bas cet indicateur, entravant ainsi le bon déroulement des affaires en Tunisie”.

Pour ce qui est de la situation politique, elle constitue “le domaine le plus défavorablement perçu par les chefs d'entreprise (44% d'entre eux le considèrent comme une contrainte majeure au bon déroulement de leur activité et à leur développement)”.

Dans le même contexte, l'ITCEQ a fait savoir que “ l'instabilité politique serait la raison pour laquelle 36% des entreprises n'ont pas investi en 2018 ”.

En ce qui concerne la situation sociale, elle serait, selon lui, l'une des principales raisons ayant dissuadé 32% des hommes d'affaires d'investir en 2018.

” Pire encore, il importe de révéler que les tensions sociales (les grèves) continuent à causer des problèmes d'approvisionnement pour 18% des interviewés et ont même été derrière la suspension de l'activité au cours du premier semestre 2018, pour 1% des entreprises



enquêtées”, ont encore noté, les auteurs de l’enquête, ajoutant que les entreprises dénoncent, aussi, l’absentéisme dont le taux reste relativement élevé, se situant au niveau de 5,3% (soit 14,5 jours d’absence par an), contre 4,87% de 2014 (jugé tolérable par rapport aux normes internationales).

Quant au financement bancaire, il continue à constituer, selon l’Institut, une contrainte sévère aussi bien au niveau du coût que de l’accès au crédit bancaire. ” En 2018, cette contrainte s’est davantage resserrée suite, notamment, à l’augmentation du taux d’intérêt directeur à plusieurs reprises avec une conjoncture défavorable plaçant 47% des opérateurs, dans une situation de besoin de financement d’exploitation ”.

L’ITCEQ a passé en revue, également, le problème de la corruption, faisant savoir que la fréquence des entreprises déclarant une accentuation de ce phénomène, a augmenté pour atteindre 54%, contre 49% en 2017 et ce, aux dépens de ceux qui trouvent qu’elle s’est maintenue (38% en 2018, contre 42% en 2017).

” Cette situation paradoxale est encore mise en exergue lorsque, sur le plan des pratiques, le pourcentage des entreprises déclarant avoir été contraintes à payer des pots-de-vin continue sa tendance baissière entamée depuis l’année 2015, passant de 29% en 2014, à 21% en 2018 ”, a ajouté l’ITCEQ.

En fait, selon l’enquête ”23% des interviewés ont déclaré avoir été contraints de payer des pots de vin aux services de la douane, contre 36% en 2014. De même, 16% des hommes d’affaires ont dit être contraints de payer des dessous-de-table, contre 28% en 2017”.

En outre, l’ITCEQ a révélé que plus du 1/3 des entreprises enquêtées considèrent la fiscalité comme une ”contrainte majeure, aussi bien en termes de niveau d’imposition que du système fiscal lui-même”, ce qui entraîne ” un manque de confiance entre les autorités et les contribuables, favorisant l’évasion fiscale ”.

L’Institut a encore cité ”les problèmes macroéconomiques et réglementaires, dont les répercussions ont été claires à travers la dépréciation continue du dinar et à la hausse des prix, causant la perturbation de l’approvisionnement des entreprises”.



Il a pointé de doigt, en outre, les pratiques du marché, le système judiciaire et les procédures administratives, impactés par des délais souvent trop longs de résolution des litiges, et les défaillances au niveau de l'infrastructure, notamment en matière de transport.

Toutefois, l'Institut a fait état de l'amélioration de l'indicateur de perception relatif à la situation sécuritaire, lequel est passé de 58,8 points en 2017, à 62,4 points en 2018. Une évolution qui est encore plus perceptible à travers la baisse de la fréquence des entreprises déclarant que l'insécurité a été à l'origine de perturbations en matière d'approvisionnement (12% des entreprises concernées en 2018, contre 14% en 2017).

Source: Web Manager Center

LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT
Intermédiaire en Bourse



التونسية السعودية للإستثمار
وسيط بالبورصة